

L'extrême droite en Europe

- ▶ Le concept d'« extrême droite » a fortement évolué sur le Vieux Continent.
- ▶ Il y a bien sûr toujours les partis « traditionnels », nourris à l'idéologie national-socialiste ou fasciste.
- ▶ Mais d'autres mouvements sont apparus, davantage tournés vers le populisme.

Même si, en décembre dernier, le second tour des élections régionales en France a brisé l'ambition de Marine Le Pen de mettre la main sur de premières régions, la percée du FN dans les urnes de l'Hexagone s'est poursuivie. Jamais, auparavant, le parti frontiste n'avait remporté autant de voix lors d'un scrutin : 6,82 millions, soit quelque 400.000 de plus que celles obtenues par la présidente lors de l'élection présidentielle de 2012.

« L'époque est aux extrêmes », entend-on souvent selon une expression, dont le principal mérite n'est pas la clarté. Si l'extrême droite se dissimule le plus souvent derrière ces « extrêmes », comme on peut le comprendre, encore faut-il parvenir à définir précisément cette famille politique avant de juger si, plus largement, sur le plan européen, par exemple, elle rencontre bien les succès décrits.

Ce qui justifie notamment cette prudence, c'est la naissance depuis plus de trente ans de partis politiques dont les valeurs ont évolué par rapport à celles de l'extrême droite traditionnelle, nourrie à l'idéologie national-socialiste ou fasciste. Si ces formations – de droite radicale ou populiste – ont pris en héritage un certain nombre des caractéristiques initiales (comme une conception ethniciste du peuple ou de l'identité nationale fonction-

nant avec des « ennemis » définis), elles en ont délaissé d'autres (comme le rejet de la démocratie parlementaire). Et, pour compléter le tout, elles ont continué à évoluer au cours des dernières années. A tel point que si, sur le plan européen, quelques partis sont communément rassemblés par les spécialistes sous la bannière noire de l'extrême droite, une série d'autres sont davantage identifiés à des partis de droites radicale ou populiste. Encore que la matière est mouvante et qu'elle fait l'objet de bien des controverses parmi les politologues.

Les effets de la crise

Parmi les partis d'extrême droite « traditionnelle », on trouve Aube dorée en Grèce et le Jobbik en Hongrie, qui ont récemment connu des succès électoraux, ainsi que le NPD en Allemagne. Sans trop de discussions, le FN en France, le Vlaams Belang en Belgique, le FPÖ en Autriche, la Ligue du Nord en Italie et les Vrais Finlandais y sont associés. Aux droites radicale et populiste

sont davantage identifiés le Parti pour la liberté (PVV) aux Pays-Bas et plusieurs formations scandinaves. Ou encore, avec un fond souverainiste, le Ukip en Grande-Bretagne ou l'Alliance pour l'Allemagne (AfD).

A quelques exceptions près et au-delà d'éléments de contextes nationaux, ces partis ont profité des conséquences de la crise financière et économique, vantant notamment contre la mondialisation des « solutions » nationales. Plus récemment, l'arrivée en Europe de réfugiés leur a permis de grandir encore dans les urnes et parfois de se porter au pouvoir. Ce sont ces succès auxquels les commentateurs font essentiellement référence lorsqu'ils évoquent une montée de l'extrême droite en Europe.

Quelques pays y résistent : le Portugal, l'Espagne ou l'Irlande. Pour l'expliquer, les spécialistes évoquent des rapports particuliers à la question nationale ou une histoire qui a disqualifié les régimes autoritaires. ■

MATHIEU COLINET

Pegida existe aussi en Belgique

Si l'extrême droite a quasiment disparu de l'échiquier politique belge, de nouveaux mouvements venus d'ailleurs pourraient changer la donne. C'est le cas de Pegida, un mouvement contre l'islamisation apparu avec l'arrivée de nouvelles vagues de réfugiés. Né à Dresde (Allemagne) en octobre 2014, il fait des émules chez nous avec une branche flamande et une autre pour la Wallonie et Bruxelles. Pegida est l'acronyme de « Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident ». Ses membres ont déjà organisé quelques manifestations en Flandre et en Wallonie rassemblant de 50 à 300 personnes. A chaque fois, des personnalités belges bien connues de l'extrême droite y participent dont Filip De Winter, l'ancien président du Vlaams Belang.

PH.DB.

Une constellation de partis extrémistes en Europe

L'époque est aux tensions exacerbées. Crise économique, chômage important, désinvestissement public ont mis de nouveaux électeurs sur le chemin des partis d'extrême droite. L'été dernier, les conflits au Proche-Orient ont déplacé des millions de personnes et permis à l'extrême droite européenne de faire fructifier encore un peu plus son rejet des étrangers. Plus que jamais, ces formations ont le vent en poupe.

L'extrême droite au Parlement européen

L'extrême droite est présente au Parlement européen au sein d'un groupe politique Europe des nations et des libertés, qui compte les partis suivants:

Vlaams Belang (Belgique)

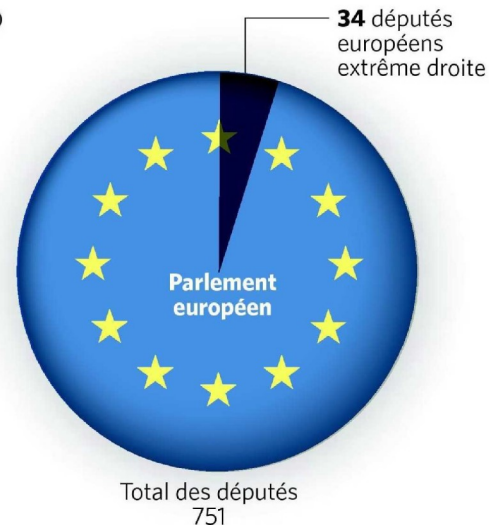
FN (France)

PVV (Pays-Bas)

Ligue du Nord (Italie)

FPÖ (Autriche)

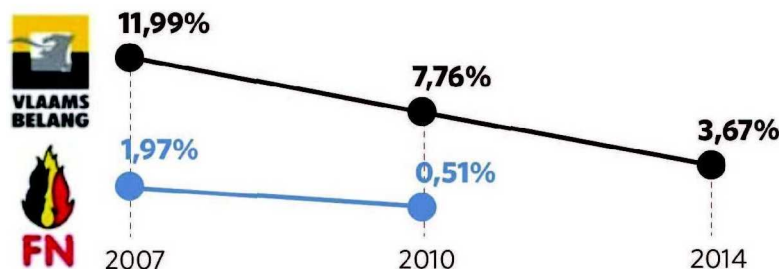
KNP (Pologne)



Le mouvement Pegida

En Allemagne, la crise des immigrés a fait naître le mouvement Pegida. Ce dernier entretient une proximité intellectuelle avec le parti Alliance pour l'Allemagne (AfD), qui a engrangé de premiers succès électoraux et dont l'appartenance à l'extrême droite fait débat.

En Belgique

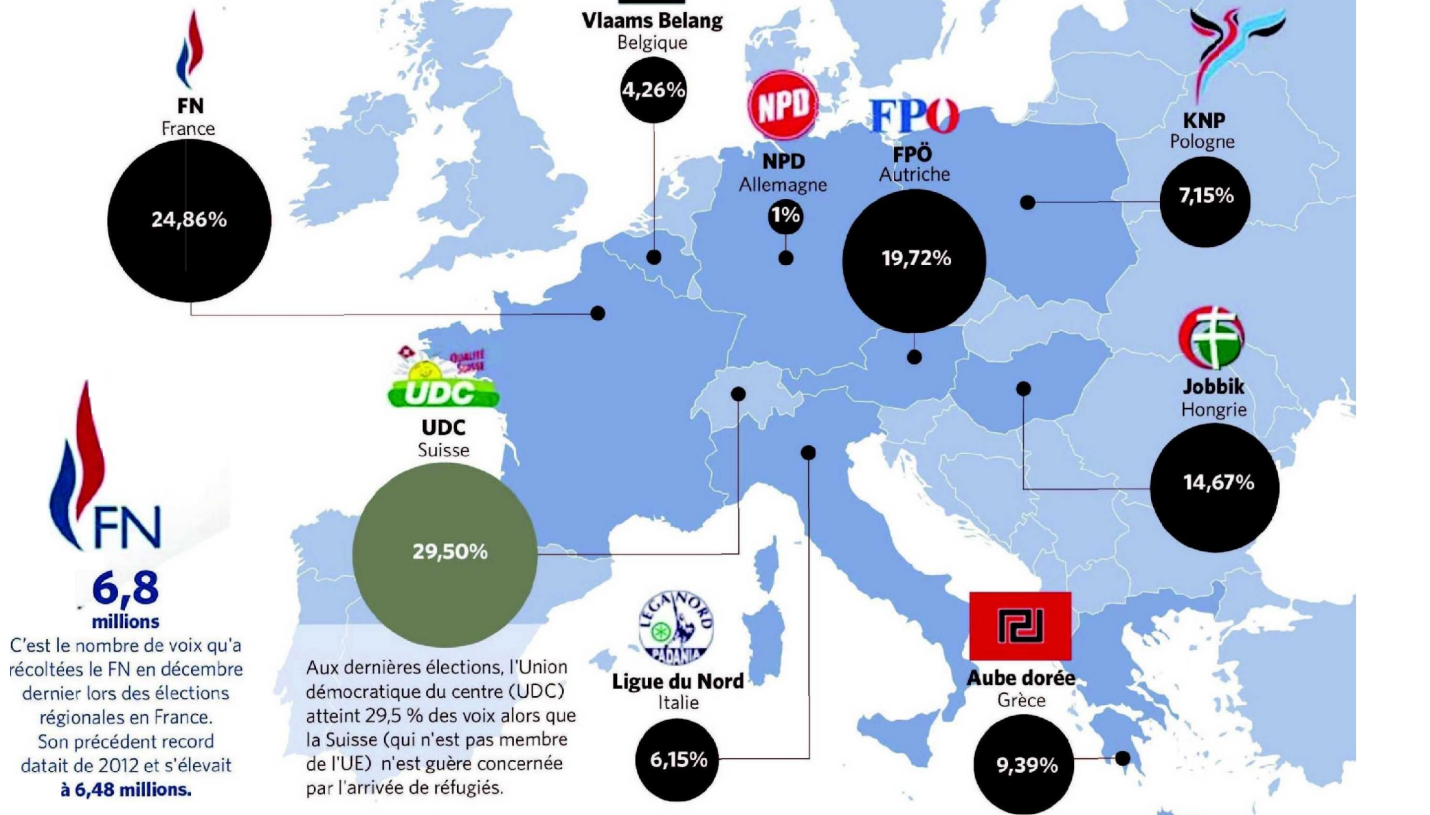


Depuis 2007, le Vlaams Belang a perdu une partie de son électorat. Entre 2007 et 2010, le FN aussi, côté francophone. En 2014, aux dernières élections législatives, ce dernier n'a même pas pu se présenter suite à une décision judiciaire.

Dans l'Union européenne

Entre l'extrême droite et la droite radicale ou populiste, la frontière est mouvante. D'un politologue à l'autre, les catégorisations diffèrent. Un exemple : le PVV aux Pays-Bas, parfois rattaché à l'extrême droite, parfois à la droite populiste.

Présence de l'extrême droite sur la base des résultats aux élections européennes de 2014.



l'expert « La nation vue comme un organe menacé »

ENTRETIEN

L'extrême droite a beau fleurir en Europe dans les urnes, élargir de plus en plus son audience, imposer son agenda politique, elle constitue une famille politique aux contours parfois mouvants, comme le constate Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Entre les partis d'extrême droite et ceux des droites populiste et radicale, on a parfois l'impression d'une

catégorie un peu fourre-tout. Comment caractériser typiquement un parti d'extrême droite ?

Il y a deux éléments que l'on retrouve systématiquement dans un parti d'extrême droite. Le premier, c'est un rejet de l'autre. L'autre, qui prend souvent la forme de l'immigré, du demandeur d'asile. L'autre qui peut aussi être un national, mais d'une autre partie du terri-

toire. L'autre est jugé responsable des maux de la société. A cette aune-là, les partis d'extrême droite sont des partis le plus souvent racistes et xénophobes. L'autre élément, c'est le nationalisme, mais pas n'importe quel nationalisme: un nationalisme organiciste. La nation est vécue comme un organe dans une métaphore biologique. Un organe qui peut éventuellement être attaqué de l'extérieur par des microbes, par des virus qu'il faut donc éjecter. Il y a souvent dans cette valorisation nationaliste une représentation mythique d'une nation grande et forte. On retrouve cet aspect en France, par exemple, dans les discours prononcés le 1^{er} Mai autour de Jeanne d'Arc. Au-delà de cela, il y a l'émergence de partis qui peuvent avoir une partie des éléments et pas une autre. Mais c'est très mouvant. Alliance pour l'Allemagne (AfD), qui a fait l'actualité il y a quelques semaines, n'était pas au départ un parti d'extrême droite. Mais il a réorienté son axe identitaire en rejetant très durement la politique d'Angela Merkel par rapport aux réfugiés.

Est-ce que les partis d'extrême droite actuels ont encore à voir avec le nazisme allemand, le fascisme italien ? Y a-t-il des liens de filiation ?

Premièrement, il est exceptionnel que les formations d'extrême droite évoquent des liens avec le fascisme italien, le franquisme espagnol ou le nazisme allemand. Il y a un cas particulier, c'est celui d'Aube dorée, en Grèce, qui s'affiche presque ouvertement nazi. Il n'y a donc pas de filiation affirmée, même si en France, en Italie, des cadres se réfèrent parfois à ces filiations. Deuxièmement, le nazisme, le franquisme et le fascisme sont nés dans un contexte très particulier, en lien avec la Première Guerre mondiale. Or ce contexte n'est plus présent aujourd'hui. Néanmoins, on peut faire quelques parallèles. Dans les succès

aujourd'hui de l'extrême droite, il y a un rapport à la crise financière, économique et sociale.

Vous évoquez une explication globale aux succès aujourd'hui des partis d'extrême droite en Europe. Quelle place accorder à des explications davantage nationales, propres à des contextes nationaux ?

Les deux types d'explications valent. Clairement, on est dans une période de tension, d'exacerbation politique, sociale, sociétale, qui s'opère au détriment des partis gouvernementaux, principalement de centre droit ou de centre gauche. C'est lié à la crise financière, économique et sociale, qui est tout de même très puissante en Europe. Par rapport à cette crise, il y a pas mal d'interrogations sur les politiques publiques qui sont menées, notamment en matière fiscale. Troisième élément, l'Europe est en train d'évoluer socio-démographiquement. Elle est à un moment où elle doit absorber de nouvelles populations. Or, on le sait, traditionnellement, ces immigrations sont plus facilement acceptées en période de croissance économique qu'en période de crise économique. La séquence actuelle montre une polarisation sur le clivage ethnocentriste-universaliste. Ce dernier s'impose dans les têtes, dans les agendas politiques, médiatiques, sociaux. Et c'est un point d'appui important pour les partis d'extrême droite. Dans les pays scandinaves, cependant, le développement des partis d'extrême droite ne s'appuie pas que sur les figures classiques de cette vision ethnocentriste, à savoir celles de l'immigration turque ou maghrébine, mais aussi sur un rejet de la solidarité intra-européenne. Au Danemark, en Norvège, en Finlande, par exemple, on note des postures très dures à l'égard de la Grèce ou de l'Espagne. Le rejet de l'autre a eu lieu alors dans un cadre intra-européen. Ce cadre peut aussi être intranational. Ce sont les exemples du

Vlaams Belang ou de la Ligue du Nord en Italie. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

« Il y a souvent dans cette valorisation nationaliste une représentation mythique d'une nation grande et forte »

PASCAL DELWIT

Déjà parus

N° 6

L'ONU

N° 7

La SNCB

N° 8

James Bond

N° 9

Les jeux vidéo

N° 10

La COP21

N° 11

Star Wars

N° 12

La Commission européenne

N° 13

Les moyens de paiement

N° 14

La chute du pétrole

N° 15

La révolution industrielle 4.0

N° 16

La présidentielle américaine

N° 17

Le cinéma belge

N° 18

Le carnaval

N° 19

La santé du parc nucléaire

N° 20

Les Oscars

N° 21

La construction en Belgique

N° 22

Les femmes toujours inégales

N° 23

Le microcrédit

N° 24

Les routes migratoires

N° 25

Les services de sécurité

N° 26

Les playoffs

N° 27

Le crowdfunding